

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 19/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VEOLIA EAU

765 rue Henri Becquerel
CS 29045
34967 MONTPELLIER

Références :
Code AIOT : 0018100078

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement VEOLIA EAU implanté ZI du Synerpole Route de Saint-Privat 30340 SALINDRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée afin de faire un récolement à l'arrêté de mise en demeure n°2021-40 du 16 novembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA EAU
- ZI du Synerpole Route de Saint-Privat 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0018100078
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plate-forme créée en 2000 a été exploitée successivement par les sociétés AM Industries, SOUREIL et VEOLIA Eau. Soumise à l'origine à déclaration, elle est devenue soumise à autorisation suite à la création de la rubrique 2780 par le décret du 29 octobre 2009.

Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2012-51 du 8 juin 2012 qui est basé sur l'arrêté

ministériel du 22 avril 2008 relatif aux installations de compostage.

L'établissement est situé sur la commune de Salindres, lieu-dit « Le Barthas » sur un terrain d'une superficie totale de 1,25 ha.

Il est entouré par des établissements industriels :

- au nord, la plate-forme chimique Rhodia-Axens ;
- à l'est, l'usine de céramiques CTI ;
- au sud, la centrale à béton BCP-Lafarge, IRIS (conditionnement de produits agropharmaceutiques) et BIOS DEVELOPPEMENT (fabrication d'engrais) ;
- à l'ouest, l'usine de tri-compostage SUEZ.

L'habitation la plus proche est à 330 m au sud-est ; le bourg de Salindres est à 750 m au nord-est.

L'activité principale de l'établissement est le compostage de déchets verts broyés ou d'écorces et de boues de stations d'épuration urbaines ou industrielles, qui comprend les opérations suivantes :

- le mélange de boues d'épuration urbaines ou industrielles avec des déchets verts ou d'écorces ;
- la fermentation de ce mélange par aération naturelle et retournements dans un bâtiment ;
- le criblage du compost, sa maturation et son stockage dans un second bâtiment.

Les installations sont dimensionnées pour le traitement de 40 t/j soit 14 600 t/an de déchets comprenant environ :

- 8 540 t de boues,
- 6 060 t de déchets verts ou d'écorces.

La plupart du compost produit est conforme à la norme NFU 44-095. Il est vendu à des agriculteurs. Toutefois, lorsque le compost n'est pas conforme à la norme, il est valorisé dans le cadre d'un plan d'épandage ou éliminé dans une installation de stockage autorisée, selon sa teneur en substances indésirables (éléments traces métalliques et composé traces organiques).

L'entreprise est actuellement connue des services de l'inspection de l'environnement comme relevant du régime d'autorisation. Elle est par ailleurs répertoriée dans l'étude de dangers du site Seveso Rhodia-Axens.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement à l'arrêté de mise en demeure n°2021-40 du 16 novembre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Surveillance-Alarme	AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Clôture	AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets canalisés et diffus	AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1	/	Sans objet
3	Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1	/	Sans objet
4	Odeurs	AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1	/	Sans objet
6	Moyens d'extinction	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 6.7	/	Sans objet
7	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 6.6	/	Sans objet
8	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 6.12	/	Sans objet
9	Interdiction des feux	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 6.11	/	Sans objet
10	Registre des incidents	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.4	/	Sans objet
11	Accès - Circulation des secours - Plan	Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 16 novembre 2021 est levée. Cependant, la commande d'un système de détection incendie étant en attente de livraison pour fin mars 2023, une lettre de suites préfectorale impose un délai maximal de 5 mois pour la mise en oeuvre effective de cette prescription de l'arrêté du 16 novembre 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société VEOLIA EAU dont le siège social est situé Parc du Millénaire – 765, rue Henri Becquerel – CS 29045 – 34967 MONTELLIER CEDEX exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale au titre de la rubrique 2780-2 au lieu-dit « Le Barthas » sur la commune de Salindres est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2.11, 4.1, 4.3, 6.4 et 6.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 en procédant : <ul style="list-style-type: none">- à l'installation d'une télésurveillance dans un délai 2 mois- aux réparations de la clôture, du bardage, des portes dans un délai de 3 mois- à l'installation de trappes de désenfumage sur le bâtiment de fermentation et en procédant à une étude technico-économique sur les moyens à mettre en œuvre pour que les niveaux d'odeurs mesurés soient conformes à son arrêté préfectoral d'autorisation dans un délai de 6 mois ; Art. 2.1.1. Clôture Le site doit être clos à une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Constat : Le site est entièrement clôturé. Mais la clôture est abîmée en plusieurs points (voir photos en annexe). Il est nécessaire de réparer cette clôture. Non conformité : Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012.. Constats : La clôture a été réparée le 12/12/2022. Le jour de l'inspection, la clôture est en place. La mise en demeure peut être levée pour ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets canalisés et diffus

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets canalisés et diffus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VEOLIA EAU dont le siège social est situé Parc du Millénaire – 765, rue Henri Becquerel – CS 29045 – 34967 MONTELLIER CEDEX exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale au titre de la rubrique 2780-2 au lieu-dit « Le Barthas » sur la commune de Salindres est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2.11, 4.1, 4.3, 6.4 et 6.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 en procédant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'installation d'une télésurveillance dans un délai 2 mois - aux réparations de la clôture, du bardage, des portes dans un délai de 3 mois - à l'installation de trappes de désenfumage sur le bâtiment de fermentation et en procédant à une étude technico-économique sur les moyens à mettre en œuvre pour que les niveaux d'odeurs mesurés soient conformes à son arrêté préfectoral d'autorisation dans un délai de 6 mois <p>Art. 4.1. Rejets canalisés et diffus</p> <p>Les poussières, gaz et composés odorants produits par les sources odorantes sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.</p> <p>Les effluents gazeux canalisés sont acheminés avant rejet vers une installation d'épuration des gaz.</p> <p>Constat (voir photos) :</p> <p>Le site est censé être confiné et sous dépression afin de capter les odeurs et les traiter via le biofiltre. Mais il est constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La porte du bâtiment de maturation reste ouverte en permanence. - Les portes du bâtiment de fermentation à ouvertures rapides par détection ne fonctionnent pas ce qui a pour conséquences que la porte à l'arrière du bâtiments reste ouverte en permanence et que la porte du quai de déchargement ne ferme pas jusqu'en bas. - le bardage est détérioré à l'EST, au Sud du bâtiment de fermentation ainsi que le toit à l'ouest. - Le capotage du convoyeur entre les deux bâtiments est détérioré <p>Non conformité :</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012</p> <p>Constats : Tout a été réparé mais les deux portes de fermentation sont de nouveau en panne. Après de multiples réparations sur l'année 2022, l'exploitant a décidé de changer les portes (changement de fournisseur). Une commande est présentée. La livraison est prévue en février 2023.</p> <p>La mise en demeure est levée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VEOLIA EAU dont le siège social est situé Parc du Millénaire – 765, rue Henri Becquerel – CS 29045 – 34967 MONTPELLIER CEDEX exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale au titre de la rubrique 2780-2 au lieu-dit « Le Barthas » sur la commune de Salindres est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2.11, 4.1, 4.3, 6.4 et 6.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 en procédant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'installation d'une télésurveillance dans un délai 2 mois - aux réparations de la clôture, du bardage, des portes dans un délai de 3 mois - à l'installation de trappes de désenfumage sur le bâtiment de fermentation et en procédant à une étude technico-économique sur les moyens à mettre en œuvre pour que les niveaux d'odeurs mesurés soient conformes à son arrêté préfectoral d'autorisation dans un délai de 6 mois <p>Art. 6.4. Dispositions constructives</p> <p>Toutes les parties des bâtiments sont pourvues d'issues de secours signalées en nombre suffisant, judicieusement réparties en fonction du plan d'évacuation et s'ouvrant dans le sens de la sortie par simple poussée. La ventilation est assurée de manière à éviter toute accumulation de gaz toxiques, inflammables ou explosifs. Le risque d'effet domino est pris en compte. Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace.</p> <p>Constat :</p> <p>Il y a 2 trappes de désenfumage sur le bâtiment de maturation mais aucune sur le bâtiment fermentation</p> <p>Non conformité :</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012.</p> <p>Constats : Il est constaté la pose de trappes de désenfumage sur le bâtiment de fermentation. D'après le calcul réalisé par l'exploitant lors de l'inspection sur la base du devis et de la dimension du bâtiment, le ratio est de 3,28 %.</p> <p>La mise en demeure est levée sur ce point.</p>
Observations : Fournir la justification exacte de la surface de désenfumage (plus de 2%)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Odeurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VEOLIA EAU dont le siège social est situé Parc du Millénaire – 765, rue Henri Becquerel – CS 29045 – 34967 MONTELLIER CEDEX exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale au titre de la rubrique 2780-2 au lieu-dit « Le Barthas » sur la commune de Salindres est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2.11, 4.1, 4.3, 6.4 et 6.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 en procédant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'installation d'une télésurveillance dans un délai 2 mois - aux réparations de la clôture, du bardage, des portes dans un délai de 3 mois - à l'installation de trappes de désenfumage sur le bâtiment de fermentation et en procédant à une étude technico-économique sur les moyens à mettre en œuvre pour que les niveaux d'odeurs mesurés soient conformes à son arrêté préfectoral d'autorisation dans un délai de 6 mois <p>Art. 4.3. Odeurs</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les effluents sont rejetés par un biofiltre à 2 m de hauteur avec les caractéristiques suivantes :</p> <p>. débit : 144 000 m³/h . niveau d'odeur : 1 200 uoE/m³ . débit d'odeur : 173 000 000 uoE/h</p> <p>Constat :</p> <p>Chaque année l'entreprise spécialisée OLENTICA procède aux contrôles prescrits à l'article 4.5. Les valeurs de 2019 sont conformes alors que le rapport N°200720-1 du 20 juillet 2020 fait apparaître un net dépassement avec des valeurs comprises entre 9480 à 18 140 uOE/m³. Le rapport de 2021 n'est pas encore finalisé mais d'après l'exploitant, les valeurs ne sont pas conformes non plus. Si bien que de nouvelles mesures ont été réalisées le 11/10/2021.</p> <p>Non conformité :</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012.</p> <p>Constats : Le rapport Olentica du 20 octobre 2021 conclut à la conformité réglementaire pour l'ammoniac et l'hydrogène sulfuré mais il y a un net dépassement pour le niveau d'odeur 4820 Uoe/M3 pour 1 200 Uoe/m³. Un changement du biofiltre et un rinçage de la pouzzolane ont été opérés le 15 et le 17 novembre 2022 Le rapport Olentica de 2022 avec prélèvement le 25 novembre est conforme en tout point mais les prélèvements ayant eu lieu immédiatement après l'entretien du biofiltre il faudra être vigilant au prochain contrôle en 2023 qui sera plus représentatif.</p> <p>La mise en demeure est levée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance-Alarme

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance-Alarme
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société VEOLIA EAU dont le siège social est situé Parc du Millénaire – 765, rue Henri Becquerel – CS 29045 – 34967 MONTELLIER CEDEX exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale au titre de la rubrique 2780-2 au lieu-dit « Le Barthas » sur la commune de Salindres est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2.11, 4.1, 4.3, 6.4 et 6.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 en procédant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'installation d'une télésurveillance dans un délai 2 mois - aux réparations de la clôture, du bardage, des portes dans un délai de 3 mois - à l'installation de trappes de désenfumage sur le bâtiment de fermentation et en procédant à une étude technico-économique sur les moyens à mettre en œuvre pour que les niveaux d'odeurs mesurés soient conformes à son arrêté préfectoral d'autorisation dans un délai de 6 mois <p>Art. 6.10 Surveillance - Alarme</p> <p>L'établissement est placé sous surveillance permanente (directe ou télésurveillance avec alarme). L'exploitant prend toutes dispositions pour que le personnel compétent puisse intervenir en cas d'incident, accident ou incendie.</p> <p>Constat :</p> <p>Il n'y pas de surveillance permanente (directe ou télésurveillance avec alarme).</p> <p>Non conformité :</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012.</p> <p>Constats : Une commande pour une vidéo surveillance a été faite et est en place depuis 01/02/2022 :</p> <p>Il y a 3 caméras :</p> <p>1 portail , 1 hangar fermentation, 1 hangar maturation</p> <p>Cependant, il ne s'agit pas d'une surveillance en cas d'incendie. Un système de détection a été commandé le 9 décembre 2022, une livraison est prévue le 27/3/2022.</p> <p>Ce point constitue une non-conformité à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure n°2021-40 du 16 novembre 2021. Cependant, la commande étant lancée, cette non-conformité devra être corrigée au plus tard dans les 5 mois à réception de la lettre préfectorale de suites accompagnant le présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 6 : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Art. 6.7. Moyens d'extinction</p> <p>L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 robinets d'incendie armés, • des extincteurs portatifs à eau, poudre et CO₂, • 1 poteau d'incendie conforme aux normes NFS 61.213 et NFS 62.200 d'un débit minimum de 120 m³/h situé à moins de 200 m de l'établissement, • une capacité de rétention des eaux d'extinction constituée par le bassin d'eaux pluviales dont la canalisation de rejet peut être fermée par un obturateur gonflable manœuvrable en toutes circonstances. <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente, et notamment en cas de gel.</p> <p>Tous ces équipements doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement, conformément aux normes en vigueur ou à des référentiels reconnus et en adéquation avec les dangers présentés.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Certains extincteurs ne sont pas accessibles car ils sont partiellement recouverts de compost (voir photos en annexe). La disponibilité et le débit du poteau incendie n'ont pas été contrôlés par l'exploitant.</p> <p>Faits susceptibles de mise en demeure ou de sanction : Ces constats constituent une non-conformité à l'article 6.7 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 qui sont susceptibles de mise en demeure ou de sanction si ils ne sont pas corrigés rapidement.</p> <p>Constats : Les extincteurs sont dégagés depuis le 18/10/2021 Le poteau incendie a été contrôlé par l'exploitant (fermier du réseau Eau Potable) le 15/10/2021 en présence de monsieur Le Maire de SALINDRES. Procès-verbal d'essai de poteau incendie est conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Constat : La vérification annuelle APAVE N°R10085075-004-1 du 18/12/2020 fait apparaître une observation « non fonctionnement du dispositif différentiel » au niveau du bureau extérieur du local TGBT. Cette observation n'a pas été prise en compte par l'exploitant Fait susceptible de mise en demeure ou de sanction : Ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.6 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 qui est susceptible de mise en demeure ou de sanction si il n'est pas corrigé rapidement. Constats : Remplacement du dispositif différentiel « bureau extérieur » au niveau du local TGBT, réalisé par l'exploitant le 15/10/2021 Le rapport APAVE du 14/12/2021 n°R10085075-005-1 est présenté. Il présente une non-conformité qui a été prise en compte le jour-même Le dernier contrôle a été fait 12/12/2022, l'exploitant doit fournir le rapport à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 6.12
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les précautions à prendre dans la manipulation des déchets • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones prévues à l'article 6.11 • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. <p>Les consignes présentes et présentées lors de l'inspection et affichées dans les bureaux. Constat : Le panneau de consignes dans le bâtiment de fermentation est à refaire (voir photo en annexe) Fait susceptible de mise en demeure ou de sanction : Ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.12 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 qui est susceptible de mise en demeure ou de sanction si il n'est pas corrigé rapidement.</p>
Constats : Le panneau de consignes dans le bâtiment de fermentation a été remplacé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Interdiction des feux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 6.11
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction des feux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.</p> <p>Constat : Il n'y a pas de panneaux d'interdiction de feu.</p> <p>Fait susceptible de mise en demeure ou de sanction : Ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.11 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 qui est susceptible de mise en demeure ou de sanction si il n'est pas corrigé rapidement.</p>
Constats : Des panneaux d'interdiction de feu ont été posés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Registre des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre dans lequel sont mentionnés tous les incidents susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives. Ce registre mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la nature et les circonstances de l'incident, • la date et l'heure du début et de la fin de l'incident et sa durée, • les conséquences connues (par exemple :signalement par le public de nuisances olfactives), • les mesures prises pour remédier à l'incident et pour éviter son renouvellement. <p>Constat : Il n'y a pas de registre dans lequel sont mentionnés tous les incidents susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives alors que la panne d'extracteur est notée par ailleurs sur registre de vie. Fait susceptible de mise en demeure ou de sanction : Ce constat constitue une non-conformité à l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 qui est susceptible de mise en demeure ou de sanction si il n'est pas corrigé rapidement.</p>
Constats : Le registre des incidents a été mise en place le 14/10/2021 par l'exploitant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Accès - Circulation des secours - Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2012, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accès - Circulation des secours - Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès aux différentes installations est conçu de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments sont desservis, sur au moins une face, par une voie carrossable. Une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie.</p> <p>En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés. Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son installation.</p> <p>Un plan de l'établissement est affiché à l'entrée du site, sur un support inaltérable. Il indique la destination des locaux et l'emplacement des organes de coupure d'urgence des installations techniques.</p> <p>Constat :</p> <p>Il n'y a pas de plan de l'établissement est affiché à l'entrée du site, sur un support inaltérable</p> <p>Fait susceptible de mise en demeure ou de sanction :</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 qui est susceptible de mise en demeure ou de sanction si il n'est pas corrigé rapidement.</p> <p>Constats : Il est constaté qu'un plan de l'établissement est affiché à l'entrée du site, sur un support inaltérable. Il indique la destination des locaux et l'emplacement des organes de coupure d'urgence des installations techniques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet